

STATISTIQUES RELATIVES AUX RUPTURES DES CONTRATS DE COLLABORATEURS DEPUIS LE DÉBUT DE LA XV^E LÉGISLATURE

Les tableaux présentés ci-après rendent compte des ruptures de contrats entre le 21 juin 2017 et le 31 octobre 2018 concernant les contrats conclus depuis le début de la législature, tout en rappelant, à titre de comparaison, les données équivalentes de la XIV^e législature.

• Contrats conclus depuis le début de la législature

	juin 2017 – octobre 2018	juin 2012 – octobre 2013
Nombre de contrats conclus	3 024	2 077
- <i>dont contrats à durée indéterminée (CDI)</i>	1 977 (65 %)	1 295 (62 %)
- <i>dont contrats à durée déterminée (CDD)</i>	947 (31 %)	675 (32 %)
- <i>dont contrats de fonctionnaires détachés</i>	100 (3 %)	107 (5,1 %)
<i>Pour rappel : nombre de contrats rompus à la fin de la législature précédente</i>	1 405 (en juin 2017)	839 (en juin 2012)

Sur ce total de 3 024 nouveaux contrats, 1 189 ont été rompus.

Le tableau suivant retrace la ventilation de ces ruptures par motifs.

.../...

- **Ruptures des contrats conclus depuis le début de la législature**

	juin 2017 – octobre 2018		juin 2012 – octobre 2013	
	Nombre	<i>Part sur l'ensemble des ruptures</i>	Nombre	<i>Part sur l'ensemble des ruptures</i>
Nombre de contrats rompus (sur le stock précité de contrats conclus depuis le début de la législature)	1 189	–	741	–
<i>Ventilation par motif :</i>				
Fin de période d'essai à l'initiative de l'employeur (CDI)	112	9,4 %	27	3,6 %
Fin de période d'essai à l'initiative du salarié (CDI)	48	4 %	13	1,8 %
Démission	133	11,2 %	109	14,7 %
Fin de détachement	14	1,2 %	12	1,6 %
Fin de détachement pour fin de mandat	1	0,1 %	1	0,1 %
Fin de contrat à durée déterminée (CDD)	620	52,1 %	481	64,9 %
Fin de période d'essai du CDD à l'initiative de l'employeur	5	0,4 %	2	0,3 %
Fin de période d'essai du CDD à l'initiative du salarié	5	0,4 %	10	1,3 %
Rupture d'un commun accord de CDD	18	1,5 %	4	0,5 %
Fin de CDD pour fin de mandat	3	0,3 %	2	0,3 %
Licenciement pour cause réelle et sérieuse	27	2,3 %	12	1,6 %
Licenciement pour faute grave	12	1 %	1	0,1 %
Licenciement pour fin de mandat	29	2,4 %	26	3,5 %
Rupture conventionnelle	155	13 %	36	4,9 %
Prise d'acte de la rupture	2	0,2 %	0	0 %
Départ en retraite volontaire	3	0,3 %	5	0,7 %
Décès	2	0,2 %	0	0 %

Ce tableau appelle les observations suivantes :

– le nombre de ruptures de nouveaux contrats depuis le début de cette législature est important : à ce jour **39,3 % des contrats conclus depuis le 21 juin 2017 ont été rompus**, au lieu de 25,1 % au 31 décembre 2017 ; ce taux peut paraître élevé, cependant une comparaison avec la XIV^e législature permet de relativiser ce résultat : **le taux de rupture des nouveaux contrats constaté au 31 octobre 2013 était seulement un peu inférieur, à hauteur de 35,7 %** ;

.../...

– la différence avec la précédente législature tient davantage aux motifs de rupture ; les démissions représentaient, en 2012-2013, 14,7 % de l'ensemble quand ce taux est de 11,2 % en 2017-2018 ; de même, les fins de CDD représentaient en 2012-2013 un total de 64,9 % quand il n'est que de 52,1 % sous cette législature¹ ; surtout, les ruptures de périodes d'essai concernent au total 14,2 % des contrats sous la présente législature : ce taux n'était que de 7 % sous la XIV^e législature ; par ailleurs, les ruptures conventionnelles sont très nombreuses et totalisent 13 % des fins de contrats, quand ce taux était de 4,9 % sous la précédente législature.

¹ Alors que la part des CDD conclus sur l'ensemble des nouveaux contrats est restée constante : 31,3 % (XV^e législature) ; 32,5 % (XIV^e législature).